

**SECTION****MESSAGERIES****PRESSTALIS**

## **UN VRAI PROJET D'AVENIR POUR LA DISTRIBUTION DE LA PRESSE A PARIS**

La feuille de route de la direction générale de Presstalis (NMPP) serait de suivre à la lettre les préconisations du Rapport Mettling.

Or, ce dernier ne propose pas moins la fermeture de la filiale parisienne SPPS pour soi-disant juguler le déficit récurrent de la distribution de la presse à Paris et dans sa proche banlieue.

Pour les hauts fonctionnaires de Bercy conseillés par des éditeurs peu exigeants sur les méthodes pour atteindre des objectifs "économiques", la formule se résume ainsi :

Tout ce qui est déficitaire doit disparaître  
Or, SPPS est déficitaire  
Donc, SPPS doit disparaître

A ce syllogisme, nous répondons par un raisonnement plus logique, selon lequel SPPS peut réduire son déficit d'une manière significative tout en restant une structure vivante et apte à assurer l'ensemble des prestations et des missions qui lui sont actuellement dévolues.

Entre la fermeture de SPPS ou le maintien d'une entité sans consistance parce que la distribution des publications aura été confiée à une société extérieure, et rester dans l'état, il existe une vraie alternative.

En effet, le projet que la Section Messageries et le SGLCE avec les représentants CGT de SPPS ont élaboré s'inscrit dans une démarche réaliste et constructive. Ce projet se différencie des mesures expéditives contenues dans le rapport Mettling par sa capacité à trouver les solutions au sein même de l'entreprise.

Il ne s'agit plus de fermer la SPPS et de supprimer d'une façon illusoire le déficit inhérent à l'activité très spécifique de ce secteur, mais de concilier rationalisation et pérennisation.

/...

/...

Il ne s'agit plus d'externaliser le traitement des publications vers des sociétés de transport (Géodis) mais d'en garder la maîtrise pour garantir une distribution égalitaire dans le cadre du système coopératif de distribution.

Ce projet exige bien sûr des efforts de part et d'autre. Les salariés de la SPPS qui l'ont validé se déclarent prêts à relever ce nouveau défi :

- Continuer à distribuer toute la presse, quotidiens et publications sur Paris et les 11 zones banlieues au sein de la SPPS en réformant celle-ci.
- Réduire le déficit de la SPPS de moitié, en réorganisant le travail pour assurer l'ensemble des prestations d'aujourd'hui.
- Compenser la fermeture du centre de Clichy et réduire les effectifs par une concentration de l'activité sur deux centres tout en augmentant la productivité.

Telles sont les grandes lignes de ce projet qui sera détaillé ultérieurement.

Depuis sa création en 2004, la filiale parisienne des NMPP (Presstalis) a considérablement diminué son déficit chronique tout en améliorant la qualité du service notamment par la traçabilité des produits distribués. A ce titre, la certification ISO 9001 obtenue depuis 2 années consécutives témoigne de cette gestion exemplaire de la qualité.

Ce serait une aberration économique de sacrifier cette entreprise pour soi-disant atteindre le zéro déficit alors que tout le monde sait pertinemment que la distribution a un coût incompressible.

Les propositions et les efforts sont désormais annoncés d'un côté. La Section Messageries et le SGLCE demandent à la direction générale de Presstalis ainsi qu'à tous les acteurs de la profession de prendre en compte très sérieusement ce projet.

La presse écrite vit des moments douloureux, nous en sommes tous conscients. Répéter les erreurs du passé la précipiterait inéluctablement vers sa fin. En effet, une grande partie des titres serait condamnée à disparaître dans le schéma initial ou revisité de la direction générale de Presstalis.

Aujourd'hui, il est possible de faire mieux pour la distribution de la presse à Paris, ne ratons pas l'occasion d'aller dans le bon sens. Subventions de l'Etat en contrepartie d'un « redressement » de Presstalis, l'avenir de la distribution serait donc écrit par Bercy. Notre projet participe au redressement de la première société de Messageries et lui permet d'envisager son avenir ainsi que celui de ses salariés.

*Gonesse, le 15 Novembre 2010*